



Syndicat National Unitaire
des **INSTITUTEURS, PROFESSEURS des ECOLES et PEGC**
Section des Alpes de Haute Provence

Appt 202, les Hauts de Clubières, 04600 Saint-Auban
04 92 62 64 72 fax : 04 92 32 56 33
snu04@snuipp.fr



CDEN 13 février 2018
Déclaration liminaire

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Monsieur le Préfet,
Madame la vice-Présidente du Conseil Départemental,
Mesdames, Messieurs,

Pour garantir une école de qualité à tous nos élèves, ce n'est pas, comme le répète à l'envi notre ministre et ses acolytes, une réorganisation à moyens constants qu'il faut entreprendre. C'est bien sur le niveau des moyens engagés qu'il faut agir. Il suffit tout simplement, et ce n'est pas une revendication révolutionnaire, d'investir dans le premier degré à hauteur de ce que font les pays qui présentent des caractéristiques similaires aux nôtres. Or concrètement notre budget en la matière demeure une nouvelle fois inférieur de 15% à la moyenne de ces pays. Les communicants du ministère réussiront peut-être à duper l'opinion publique dans un premier temps, mais cela ne durera pas, vous verrez, l'épreuve des faits viendra rapidement contredire la doxa ministérielle. Il sera en effet impossible dans ces conditions matérielles d'atteindre le principal objectif qui nous est assigné : réduire les inégalités d'accès au savoir.

Si la dotation départementale est moins mauvaise que celle pressentie, il n'en demeure pas moins qu'elle est en trompe l'œil et que c'est une légère dégradation des conditions d'apprentissage de nos élèves qui se prépare. Nous y reviendrons dans le détail lors des débats. D'un point de vue général, cette dotation ne permettra pas de baisser les effectifs là où c'est nécessaire. Elle ne permettra pas non plus de mettre en place certains dispositifs pourtant essentiels à un bon fonctionnement de notre institution : la formation continue des enseignants, le remplacement, l'aide à la difficulté scolaire, l'aide à l'inclusion des élèves en situation de handicap, l'aide aux enfants nouvellement arrivés en France, l'innovation pédagogique, l'apaisement du climat scolaire. Et nous ne parlons pas ici d'éléments essentiels, éléments déconnectés de cette dotation tels que la formation des personnels non enseignants officiant à l'école, la péréquation des moyens pédagogiques alloués par élève, la médecine de prévention et la médecine scolaire qui sont autant de paramètres impactant fortement le climat scolaire et donc la qualité d'apprentissages de nos élèves.

En conséquence et vous l'aurez compris, nous déplorons une nouvelle fois, le tout dans un contexte de déclarations de pseudo bonnes intentions dont nous sommes las, le manque d'ambition de notre pays concernant le premier degré. C'est là que l'effort doit porter si nous voulons vraiment réduire les inégalités. Il s'agit d'un choix politique et celui qui est fait en dit long sur les intentions du pouvoir.

Les représentants du SNUipp / FSU vous remercient pour votre écoute.